

## États-Unis

# Des syndicats focalisés sur la défense de l'emploi et divisés face à la transition énergétique

*Catherine SAUVIAT*

Face à la question de la transition énergétique, les initiatives législatives et les décisions de l'exécutif au niveau fédéral de même que celles des États ont eu tendance à s'accélérer récemment aux États-Unis, après une longue période d'inaction. Mais cette question reste un point de tension entre organisations syndicales, notamment entre syndicats de branche et syndicats de métier de façon générale, même si ce clivage s'avère plus complexe face à la réalité des cas observés dans cet article et des enjeux locaux.

Faced with the issue of the energy transition, legislative initiatives and decisions of the executive at the federal and state level alike have been on the increase recently in the United States, after a long period of inaction. But this question remains a point of tension between union bodies, in particular between sector-level and professional unions in general, even if this rift turns out to be more complex when faced with the reality of the situations examined in this article and local issues.

*Catherine Sauviat est  
chercheuse associée  
à l'Ires.*

De puissants intérêts liés aux énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) sont pendant longtemps parvenus à repousser et/ou à contenir les politiques en faveur d'une transition climatique aux États-Unis, conduisant de fait à des décennies d'inaction au niveau fédéral, de la part du Congrès comme du gouvernement (CRS, 2021). Ces intérêts se sont exprimés à travers des alliances « contre nature » entre le monde du travail, des affaires et celui de la politique, transcendant les clivages habituels entre employeurs et syndicats, entre démocrates et républicains (Mildenberger, 2020). En l'absence d'un fort *leadership* au niveau fédéral et compte tenu du degré élevé de délégation de pouvoir aux États en matière de politique climatique et énergétique, plusieurs d'entre eux ont adopté leur propre législation en la matière, souvent plus ambitieuse qu'au niveau national (Basseches *et al.*, 2022).

La transition vers les énergies renouvelables reste un point de tension au sein du mouvement syndical étasunien, dont le débat reste très focalisé sur le dilemme « emploi vs. environnement », faute d'une protection sociale adéquate. C'est une question clivante, en particulier entre syndicats de branche et de métier. Les premiers sont en général plus ouverts à la transition énergétique que les seconds, bien que cette opposition ne soit pas toujours opérante, notamment localement, et que les lignes syndicales aient bougé au cours du temps. Elle apparaît assez peu présente comme objet et enjeu spécifique des négociations collectives même si elle est parfois abordée par les syndicats en lien avec les conditions de travail, et les reconversions professionnelles dans les secteurs les plus exposés (construction, énergie, automobile).

Qu'est-ce qui explique que la question de la transition énergétique divise tant le mouvement syndical étasunien, et que les termes du débat syndical restent focalisés principalement sur les risques de suppressions d'emplois et d'insécurité économique qu'elle engendre, comparativement à d'autres pays ?

Dans une première partie, on montre que les politiques en faveur du changement climatique ont historiquement eu du mal à émerger aux États-Unis et ont été, jusque dans les années 2000, maintenues dans un *statu quo* permettant de préserver les intérêts des industries les plus polluantes et des syndicats les plus représentatifs dans ces industries. La deuxième partie signale que cette question n'est pas au centre de la négociation collective, souligne à quel point elle fait l'objet de divisions au sein du mouvement syndical et s'interroge sur les raisons qui font qu'elle continue d'être perçue d'abord et avant tout comme une menace pour l'emploi syndiqué par les organisations syndicales. La troisième partie vise à éclairer cette réalité complexe en explorant la diversité des réactions syndicales face à des initiatives législatives récentes comme le Green New Deal, une résolution relativement inédite introduite en février 2019 à la Chambre des représentants ou encore en réponse à des décisions récentes de l'exécutif sur le durcissement des normes de consommation donc d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'automobile et à la transition vers les véhicules électriques. Cette dernière question a été au cœur de la grève de six semaines menée à l'automne 2023 par l'United Auto Workers (UAW) pour le renouvellement de la convention collective des trois principaux constructeurs automobiles (General Motors, Ford et Stellantis, ex-Chrysler).

## Des législations et des réglementations tardives au niveau fédéral

Au plan international, les États-Unis ne se sont guère illustrés par des engagements proactifs en faveur du climat, sous la pression des grandes entreprises des industries fossiles et des syndicats concernés (notamment United Mine Workers of America – UMWA –, le syndicat des mineurs). S'ils signent la convention cadre des Nations unies (non contraignante) sur le changement climatique en 1992, ils refusent de ratifier le protocole de Kyoto en 1997 qui introduit pour la première fois des mesures contraignantes en matière d'émissions de GES. L'arrivée de Barack Obama au pouvoir change la donne : il signe l'accord de Paris sur le climat en 2015<sup>1</sup>, et le fait sans demander le consentement du Sénat, ce qui est d'usage pour les traités internationaux. Alors que le Président Donald Trump décide de s'en retirer en juin 2017, le Président Joe Biden annonce le retour des États-Unis dans l'accord en 2021, amorçant un virage politique majeur pour le deuxième pays émetteur de GES au monde après la Chine. Cette attitude longtemps hésitante de l'exécutif au plan international est allée de pair avec des engagements tardifs du législateur et de l'exécutif au plan national en faveur du climat.

Au niveau fédéral, le Congrès a en effet relativement peu et tardivement légiféré sur la question, si l'on exclut les deux lois votées dans les années 1960-1970, l'une pour lutter contre la pollution atmosphérique (Clean Air Act) et l'autre, contre la pollution des eaux (Clean Water Act), qui ont été depuis largement amendées. Les votes de réformes visant à combattre le changement climatique et notamment à réduire les émissions de GES sont en effet restés relativement rares à la Chambre des représentants comme au Sénat et n'ont, pour la plupart, jamais abouti, les opposants parvenant à bloquer les propositions de loi sur le sujet. Il faut souligner que le système de représentation au Sénat (2 sièges par État, indépendamment de la taille de la population) favorise une surreprésentation des intérêts liés aux énergies fossiles, qui s'expriment particulièrement dans les États miniers, pétroliers ou gaziers au demeurant faiblement peuplés (Wyoming, Virginie de l'ouest, Arkansas, Kentucky) et qui transcendent les clivages politiques<sup>2</sup>.

De ce point de vue, les deux lois à l'initiative du Président Joe Biden adoptées récemment par le Congrès, l'une en novembre 2021 sur les infrastructures, l'Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA) et l'autre en août 2022, la mal nommée Inflation Reduction Act (IRA), une loi en

1. Cet accord, adopté lors de la COP21 et juridiquement contraignant, vise à atteindre la neutralité carbone en 2050 et à limiter le réchauffement climatique à 1,5° C d'ici la fin du siècle.

2. Le sénateur démocrate de Virginie occidentale, Joe Manchin, illustre parfaitement cette situation. Élu d'un État minier dont la famille a bâti sa fortune dans le secteur du charbon et président de la commission sénatoriale « Énergie et ressources naturelles », il défend bec et ongles les intérêts des producteurs d'énergie fossile et s'est opposé aux politiques des présidents démocrates en faveur du changement climatique. Tout récemment, à la suite du renforcement des normes d'émission des centrales thermiques décidé par Joe Biden, il a annoncé qu'il s'opposerait à toutes les nominations à l'agence de protection de l'environnement (EPA), tant que l'administration maintiendrait cette nouvelle réglementation. Il est par ailleurs un fervent défenseur du projet de construction d'un oléoduc de 303 miles (488 km) reliant la Virginie de l'ouest à la Virginie du sud (Mountain Valley pipeline), qui date de 2014. Attaqué en justice, ce projet avait jusqu'à présent pu être stoppé dans son développement mais l'accord obtenu par les démocrates sur le plafond de la dette au Congrès en juin 2023 (Fiscal Responsibility Act) pourrait le remettre en selle et en accélérer l'achèvement.

faveur du climat plutôt que censée combattre l'inflation<sup>3</sup>, confirment un changement de cap du législateur en la matière, amorcé à la fin des années 2000 par l'exécutif sous l'administration Obama, même si l'action de ce dernier en matière de changement climatique est ambivalente<sup>4</sup>. Ces

lois soutiennent le développement des énergies renouvelables sur la base de crédits d'impôt aux entreprises et aux consommateurs (encadré 1). De nombreux acteurs s'accordent à dire qu'elles représentent les réformes les plus ambitieuses de réduction des émissions de GES de l'histoire

### Encadré 1 - L'Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA) et l'Inflation Reduction Act (IRA)

L'IIJA prévoit sur une période de 10 ans des investissements à hauteur de 600 milliards de dollars (565 milliards d'euros) dans les énergies renouvelables et l'industrie manufacturière. Ils incluent 18 milliards de dollars (un peu moins de 17 milliards d'euros) pour le développement des véhicules électriques, dont 5 milliards destinés à la construction de bornes de recharge pour les batteries électriques et 11 milliards destinés à l'élimination à terme des émissions de gaz à effet de serre (GES) issues du système de transport en commun et de bus. La loi contient aussi des crédits d'impôt pour des projets d'investissement qui ont un contenu local, qui impliquent des emplois syndiqués, ou rémunérés aux salaires requis dans le secteur ou la région pour les projets financés sur fonds publics (*prevailing wage*), qui peuvent varier selon les États.

L'IRA se donne pour ambition de réduire les émissions de GES de 40 % d'ici 2030. Pour ce faire, la loi alloue 369 milliards de dollars (347 milliards d'euros) sur 10 ans en faveur du développement des énergies renouvelables et des véhicules électriques, de l'efficacité énergétique, du verdissement de la production industrielle et agricole et crée une banque verte destinée à soutenir des projets de transition écologique. Sont éligibles en 2023 à une subvention jusqu'à 7 500 dollars (7 065 euros), les acheteurs de véhicules électriques à deux conditions : 1) si au moins 40 % de la valeur de la batterie est composée de minerais critiques extraits ou transformés aux États-Unis ou dans un pays avec lequel les États-Unis ont un accord de libre-échange ; 2) si au moins 50 % de la valeur de la batterie provient de composants produits ou assemblés aux États-Unis en 2023 (puis, progressivement, jusqu'à 100 % en 2029). Cette loi prévoit en outre 4 milliards de dollars de crédits d'impôt pour construire des établissements manufacturiers « propres » dans les régions où ont lieu les fermetures de mines ou de centrales à charbon, ainsi qu'un programme de prêts garantis pour reconverter les anciennes centrales.

3. Pour une lecture détaillée des mesures relatives au climat comprises dans cette loi, voir F. Paris, A. Parlapiano, M. Sanger-Katz, E. Washington, « A detailed picture of what's in the Democrats' Climate and Health Bill », *The New York Times*, August 16, 2022.

4. Barack Obama aura au cours de ses deux mandats à la fois favorisé les énergies fossiles à travers l'exploitation croissante des hydrocarbures non conventionnels (gaz de schiste au premier rang) pour des motifs d'indépendance énergétique et promu l'essor des énergies renouvelables pour réduire les émissions de GES et l'empreinte carbone des États-Unis.

américaine, même si elles révèlent de fait les limites d'une stratégie politique « réaliste », reflet des rapports de force entre les classes sociales aux États-Unis (Tooze, 2023).

Pour autant, l'IIJA et l'IRA ne prévoient ni la mise en place d'une fiscalité carbone au plan national, ni l'élimination des énergies fossiles. Ainsi, l'IRA autorise la construction de nouveaux *pipelines* et facilite les permis d'extraction, en vue d'accélérer les livraisons de gaz de schiste des États-Unis vers l'Europe. En outre, ces lois s'appuient principalement sur le secteur privé et le marché pour impulser le changement (technologies de capture et de stockage du CO<sub>2</sub>).

Du côté du pouvoir exécutif, les initiatives en la matière sont longtemps restées limitées, avant qu'un arrêt de la Cour suprême en 2007 (*Massachusetts vs. EPA*) ne permette à l'administration Obama de s'attaquer directement au problème, en accordant à l'agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) davantage de flexibilité dans l'interprétation du Clean Air Act, faute de pouvoir agir au plan législatif après l'échec de l'*American Clean Energy and Security Act* en 2009. Ainsi, l'EPA a pu durcir la réglementation sur les normes d'émission de GES, d'abord pour les véhicules automobiles en 2010<sup>5</sup> puis pour les centrales thermiques en 2015 avec la mise

en œuvre du Clean Power Plan promu par le Président Obama<sup>6</sup>. La Cour suprême a commencé par bloquer cette nouvelle réglementation avant que Donald Trump ne revienne sur ces mesures durant son mandat présidentiel et que le Président Joe Biden s'emploie à les réactiver. Son administration propose pour ce faire des plafonds sur les taux de pollution admissibles dans le but d'éliminer les émissions de GES en provenance des centrales thermiques à l'horizon 2040, deuxième secteur responsable des émissions de GES après le transport. De même, le Président Joe Biden a émis un décret en août 2021 demandant aux agences fédérales compétentes en la matière (EPA et NHTSA<sup>7</sup>) de réviser les standards fédéraux en matière d'efficacité énergétique des véhicules automobiles. Le décret inclut l'objectif (non contraignant) que 50 % des nouveaux véhicules vendus en 2030 soient électriques. De nouveaux standards renforcés sont alors proposés par les deux agences fédérales<sup>8</sup>, qui ont été contestés par les principaux constructeurs automobiles présents aux États-Unis.

De surcroît, la Cour suprême, dans sa décision de juin 2023 (*West Virginia vs. EPA*), s'est attribuée le droit de revenir sur la réglementation édictée par les agences fédérales, en l'occurrence celle prise par l'EPA qui exige des producteurs de charbon qu'ils orientent leur production et leurs

5. En 2010, l'administration Obama a trouvé un accord avec les constructeurs automobiles, l'État de Californie et le syndicat de l'automobile (UAW) qui durcissait les normes d'émission de GES établies en 1975 en application de l'*Energy Policy and Conservation Act* pour les véhicules automobiles. Ces normes ont été renforcées en 2012, mais relâchées en 2020 sous la présidence de Donald Trump.

6. Ce plan d'action en faveur du climat ambitionnait de réduire les émissions des centrales au fioul et à charbon de 32 % en 2030 par rapport à 2005, lesquelles généraient alors près d'un tiers de l'électricité aux États-Unis.

7. La National Highway Traffic Safety Administration du ministère du Transport est chargée d'édicter les normes CAFE (*Corporate Average Fuel Economy*) qui s'appliquent aux flottes de véhicules de chaque constructeur automobile produisant aux États-Unis.

8. M. Lee, « Biden admin to hike fuel economic standards », E&E news by Politico, July 28, 2023, <https://bit.ly/404CGor>.

investissements vers le développement des énergies renouvelables (Breen, 2023).

Ce revirement judiciaire en matière de politique climatique accompagne les récentes décisions de l'exécutif contestées par les organisations écologistes, qui multiplient les autorisations d'exploitation de gaz et de pétrole et qui approuvent les projets d'énergie fossile<sup>9</sup>, de même que celle du Congrès sur le plafond de la dette (Fiscal Responsibility Act) qui autorise et facilite le développement des énergies fossiles (gazoduc de Mountain Valley)<sup>10</sup>, sans rien prévoir en matière d'énergies renouvelables.

### Des lois et réglementations plus audacieuses au niveau des États et des collectivités locales

L'engagement actif des États et des collectivités locales en faveur du climat, surtout ceux sous gouvernement démocrate, remonte au début des années 1990, mais s'est accéléré dans les années 2010, en réaction à la politique du Président Donald Trump (Bromley-Trujillo, Holman, 2020). Ils ont alors adopté des lois garantissant des niveaux planchers de salaires et avantages sociaux (*prevailing wage*) pour les travailleurs impliqués dans les projets de développement des énergies renouvelables ou conditionnant l'accès aux subventions au respect de standards en matière de salaires et d'emplois. Ces lois sont généralement le résultat d'alliances entre les syndicats et les groupes écologistes locaux (Cliffon *et al.*,

2021). Il existe en outre depuis 2017 une coalition bipartite de gouverneurs des États américains<sup>11</sup>, United States Climate Alliance (USCA), dont l'objectif est de réduire les émissions de GES conformément à l'accord de Paris de 2015.

Les États de New York et de l'Illinois, dont le taux de syndicalisation est élevé par rapport à la moyenne nationale (respectivement 20,7 et 13,1 % en 2022), ont récemment adopté des législations qui intègrent des critères de qualité des emplois dans les projets de développement des énergies renouvelables d'une certaine taille. La législation adoptée par l'État de l'Illinois en septembre 2021 inclut notamment la création d'un fonds destiné à la formation et à la reconversion des travailleurs affectés par la transition vers les énergies renouvelables (Cha, 2023). Elle prévoit aussi que les travailleurs de la construction soient rémunérés aux tarifs syndicaux en vigueur dans la plupart des projets non résidentiels.

Après avoir adopté le Climate Leadership and Community Protection Act en 2019, l'État de New York est devenu début mai 2023 le premier État américain à adopter un Green New Deal, après quatre années de mobilisation d'une coalition (Public Power NY), qui regroupe une vingtaine d'organisations écologistes et communautaires, avec le soutien des syndicats locaux (1199 SEIU, UAW 9A, etc.). Cette loi, dénommée Build Public Renewables Act (BPRA), accorde au secteur public de l'État la direction des opérations en matière

9. À l'instar du projet d'extraction de pétrole par la société ConocoPhillips sur des terres appartenant au gouvernement fédéral au nord de l'Alaska, connu sous le nom de projet Willow et approuvé par Joe Biden en mars 2023 : voir L. Friedman, « Biden Administration approves huge Alaska oil project », *The New York Times*, March 12, 2023.

10. L. Friedman, « Biden Administration approves key permit for West Virginia pipeline », *The New York Times*, May 16, 2023.

11. 14 États à sa création et 25 aujourd'hui, parmi les plus importants comme l'État de Californie ou celui de New York.

de projets de développement des énergies renouvelables. Elle a reçu le soutien des syndicats locaux (Service Employees International Union – SEIU, le syndicat des services, UAW, etc.) et de l’American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), qui ont été impliqués depuis le début dans la campagne de mobilisation et qui ont pesé en faveur de l’introduction d’un salaire équivalent au *prevailing wage* en vigueur dans l’État, d’accords contractuels spécifiques (Project Labor Agreement – PLA) (voir *infra*), de clauses de diversité à l’embauche ainsi que celles qui favorisent l’achat d’intrants aux États-Unis (Buy-American).

L’État du Maine a adopté fin juillet 2023 une loi garantissant des standards de qualité des emplois (*prevailing wage*) et des formations appropriées pour les travailleurs impliqués dans les projets de construction des infrastructures nécessaires à l’installation d’éoliennes *offshore*, sous la pression d’une coalition de syndicats et d’organisations écologistes et avec l’appui de la gouverneure démocrate de l’État, Janet Mills<sup>12</sup>.

Ces avancées législatives au niveau des États tranchent avec les atermoiements et les revirements des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif au plan national, qui témoignent de résistances persistantes au sein du monde américain des affaires, du travail et du politique. C’est sur les

résistances des organisations syndicales aux politiques de changement climatique que nous allons maintenant plus particulièrement concentrer notre attention.

### La question écologique, peu présente dans la négociation collective, facteur de divisions syndicales et perçue comme une menace pour l’emploi

Certains syndicats étasuniens ont été sensibles dès les années 1970 à la question environnementale. L’OCAW, le syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et du nucléaire, a par exemple promu le concept de « transition juste<sup>13</sup> », en concentrant ses efforts sur l’amélioration de la sécurité et de la santé de ses membres sur les lieux de travail, particulièrement exposés aux substances toxiques.

Ces préoccupations, qui sont cependant loin d’avoir fait l’unanimité au sein du monde syndical<sup>14</sup>, trouvent difficilement aujourd’hui leur traduction dans la négociation collective. La crise du pétrole, la récession de la première moitié des années 1970 qui s’en est suivie et la question du nucléaire ont cristallisé les termes du débat sur la question de l’emploi. Ainsi, la question climatique constitue un facteur tenace et profond de divisions au sein du mouvement syndical et le dilemme « emploi vs.

12. J. Tankersly, « Unions fight in the States to make Biden’s Climate Agenda works for workers », *The New York Times*, September 20, 2023.

13. Ce concept a été forgé notamment par le syndicaliste Toni Mazzocchi, un dirigeant de l’OCAW, afin de développer un cadre de discussion avec les organisations écologistes sur le type d’interventions nécessaires pour sécuriser les travailleurs dans le contexte du passage à une économie décarbonée et opérer une transition socialement juste (Felli, Stevis, 2014). Ce leader syndical militait pour la création d’un super fonds dédié aux travailleurs victimes de la transition énergétique, qui garantisse leurs revenus et leur reconversion professionnelle à l’image du GI Bill adopté en 1945 pour aider à la reconversion des militaires à la vie civile et à leur retour à l’emploi dans le secteur privé (Mazzocchi, 1993).

14. Plusieurs syndicats américains à l’époque se sont opposés au concept de « transition juste », notamment le syndicat des mineurs (UMWA).

environnement » continue de dominer le débat syndical aujourd'hui.

### **Les demandes liées aux effets du changement climatique, peu présentes dans la négociation collective**

L'incorporation de clauses en faveur d'une « transition juste », qui permettent aux organisations syndicales d'élargir le champ des négociations et d'aborder la question des conditions de travail et des reconversions professionnelles liées aux effets du changement climatique, reste minoritaire à un niveau global (ILO, 2022). C'est d'autant plus vrai aux États-Unis que le système de négociation collective est très décentralisé, que l'essentiel des négociations a lieu au niveau de l'entreprise ou de l'établissement et qu'un certain nombre de syndicats, notamment les syndicats de métier, continuent de focaliser leurs revendications sur les salaires et les avantages sociaux de leurs membres (*business unionism*), au détriment de thèmes engageant l'intérêt général (changement climatique, logement, justice raciale et sociale, etc.) et dont les impacts dépassent les seuls membres syndiqués.

Mais certains syndicats comme celui des travailleurs de la sidérurgie, United Steel Workers (USW), poussent pour que la question de la transition énergétique et du passage à une économie décarbonée soit discutée par les travailleurs concernés, à travers la négociation collective. Il prend position dès les années 1990 sur la question climatique et crée en 2006 la Blue-Green Alliance (BGA), avec l'organisation écologiste Sierra Club et douze autres syndicats dont certains parmi les plus représentatifs au niveau national comme le SEIU et l'American Federation of Teachers (AFT,

voir annexe). C'est sans doute aujourd'hui l'alliance entre organisations syndicales et écologistes la plus influente et la plus durable aux États-Unis (Stevis, 2018).

D'autres syndicats se montrent particulièrement actifs dans la promotion de programmes de formation à destination de leurs membres, afin de les sensibiliser à la question climatique et/ou de préparer leur reconversion. Ainsi, le SEIU a adopté un certain nombre d'initiatives en matière de formation des travailleurs de la construction comme le Green Building Training Program ou encore le Green Janitors Program, en collaboration avec l'US Green Building Council (Stevis, 2019). De même, le syndicat des travailleurs de la Poste (APWU) a développé à l'usage de ses membres des programmes éducatifs sur le changement climatique, et son congrès de 2018 a inclus une réunion spéciale sur ce thème. Le syndicat des électriciens (IBEW) prépare quant à lui ses membres depuis la fin des années 1990 à des reconversions professionnelles dans les installations d'énergies renouvelables, comme l'énergie solaire (Cha, 2017). Plus récemment, les travailleurs de deux sections locales d'un syndicat indépendant du rail, United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE) en Pennsylvanie sont entrés en grève en juin 2023 dans le cadre du renouvellement de leur convention collective avec le fabricant de trains et de locomotives Wabtec (Westinghouse Air Brake Technologies Corp). Ils proposent à l'entreprise, dans ce cadre contractuel et aux côtés de revendications plus traditionnelles, de pousser conjointement le gouvernement fédéral et celui de l'État de Pennsylvanie à adopter des lois et règlements visant à améliorer les standards d'émission de GES du secteur ferroviaire (des locomotives

## États-Unis

Des syndicats focalisés sur la défense de l'emploi et divisés face à la transition énergétique

notamment) et à protéger les emplois syndiqués. Si cette demande n'a pas obtenu de réponse de l'employeur, ne relevant pas des thèmes obligatoires de la négociation collective, elle témoigne de la volonté du syndicat d'affronter la question du verdissement du secteur ferroviaire et de l'intégrer dans la négociation contractuelle<sup>15</sup>.

Enfin, dans le secteur de la construction dont les travailleurs sont fortement concernés par le processus de transition énergétique, il est d'usage que les syndicats passent des accords spécifiques par projet avec les entreprises donneuses d'ordre (ou leurs sous-traitants) avant le démarrage des projets en question. Ces accords contractuels, connus sous le nom de Project Labor Agreements (PLA) ont été autorisés exceptionnellement par le National Labor Relations Act (NLRA), la loi qui fonde les droits collectifs du travail (droit à la syndicalisation et à la négociation collective) et qui régit les relations professionnelles aux États-Unis (CRS, 2012). Ils sont une forme de contrôle du marché du travail qualifié par les syndicats, dans un secteur particulièrement sensible à la conjoncture où les travailleurs sont embauchés projet par projet (donc temporairement), et sont mobiles d'une entreprise à l'autre. Ils contiennent en général des clauses accordant aux syndicats la responsabilité de l'embauche des travailleurs nécessaires au projet (*union hiring hall*) ou à défaut, des clauses d'*union shop*, qui engagent l'employeur à recourir autant que faire se peut à des travailleurs syndiqués ou à des travailleurs contraints de payer leur cotisation syndicale s'ils ne sont pas syndiqués. Ils garantissent, sur la durée du contrat, une uniformité des conditions

de travail (durée du travail, heures supplémentaires, procédures de résolution des conflits), des niveaux d'emploi, de salaire et d'avantages sociaux ainsi que des programmes de formation et de développement de la main-d'œuvre pour tous les travailleurs concernés, et contiennent des clauses interdisant les grèves et les *lock-out* (US GAO, 1998 ; Belman, Bodah, 2010). L'enracinement depuis des décennies de ce type d'arrangements contractuels entre employeurs des industries fossiles et syndicats de la construction n'est pas sans lien avec le soutien privilégié accordé par ces derniers aux projets de développement des énergies fossiles plutôt qu'aux énergies renouvelables, un secteur peu syndiqué et qui ne connaît pas ce type de relations privilégiées avec les employeurs (voir *infra*).

Il est cependant très difficile d'avoir accès aux conventions collectives d'entreprise et de savoir si et comment la question d'une transition juste y est abordée. De fait, ce sont souvent les enjeux de salaire et d'emploi qui dominent les négociations plutôt que ceux de santé au travail ou de reconversion professionnelle, et s'agissant plus spécifiquement de la question des impacts du changement climatique sur l'emploi, les organisations syndicales restent clairement divisées.

### Un facteur de division au sein du mouvement syndical

Le syndicalisme américain est très décentralisé et fragmenté. Il regroupe plus d'une soixantaine de syndicats, soit de métier, soit de branche, qui négocient séparément des conventions collectives d'entreprise pour

15. S. Lazare, « In a summer of record heat, these striking workers are making climate demands », *In These Times*, August 8, 2023, <https://bit.ly/3M7oJtJ>.

leurs membres et qui sont plus ou moins sensibles aux questions environnementales et des syndicats régionaux et locaux, à vocation plus politique. Cette fragmentation les conduit à poursuivre parfois des stratégies et priorités concurrentes en matière de politique climatique (Stavis, 2019).

Aux États-Unis, les syndicats sont organisés de façon duale, avec d'un côté des syndicats nationaux ou internationaux (quand ils englobent le Canada) très autonomes, composés de travailleurs appartenant à un secteur ou à un métier et de l'autre, des fédérations syndicales dont la plupart sont affiliées à l'AFL-CIO (voir annexe). Cette double structure se déploie à deux niveaux : pour les syndicats, au niveau d'un État ou d'une région (*districts*) puis sur les lieux de travail (*locals*) ; l'AFL-CIO, la fédération au niveau national à laquelle les syndicats internationaux sont affiliés, est quant à elle représentée au niveau des États par des fédérations régionales (*state federations*) et au niveau de la ville, du comté ou de la région par des fédérations locales (*central labor councils*). Tandis que les sections syndicales d'entreprise qui sont les structures de base du syndicalisme étasunien sont responsables de la défense des intérêts de leurs membres, les fédérations régionales et locales ont un rôle plus politique et défendent les intérêts des travailleurs au-delà de la négociation collective.

Globalement, les syndicats de métier, issus de l'ancienne American Federation of Labor (AFL), apparaissent beaucoup plus réfractaires que les grands syndicats de branche à la question climatique et à la transition vers les énergies renouvelables, notamment ceux qui sont liés à la filière énergétique (extraction, transformation, distribution, transport). Certains, comme les syndicats de la construction, possèdent leur propre département à l'intérieur de l'AFL-CIO (The Building and Construction Trades Department), connu sous le nom de North American Building Trades Unions (NABTU). Il regroupe aujourd'hui 14 syndicats des métiers de la construction aux États-Unis et au Canada, dont le syndicat des électriciens (IBEW), des travailleurs du bâtiment (LIUNA) et des ingénieurs (IUOE) parmi les plus importants (voir annexe), et suppose depuis les années 1970 aux politiques environnementales. NABTU a en outre été un ardent défenseur de l'énergie nucléaire et des projets de développement des énergies fossiles, même si certains de ses membres comme les Teamsters ou l'IBEW ne sont pas hostiles aux politiques climatiques ni aux alliances avec les organisations écologistes<sup>16</sup> et si des sections locales des Building Trades ont pu parfois faire preuve de créativité sur les questions environnementales et les projets d'énergies renouvelables (Sweeney, 2017). En effet, dans le secteur de

16. En 1999, les Teamsters se sont joints aux écologistes, réunis sous le slogan « Teamsters and Turtles, together at last », dans une manifestation pour dénoncer les coûts sociaux et écologiques de la mondialisation néo-libérale et des traités de libre-échange à l'occasion du sommet de l'OMC à Seattle (Barca, 2015). En 2006, ces mêmes Teamsters ont mené aux côtés d'organisations écologistes (BlueGreen Alliance et Sierra Club) une campagne pour améliorer conjointement les conditions de travail des chauffeurs routiers travaillant dans les ports de Los Angeles et de Long Beach et la qualité de l'air dans la zone (Clean Truck Program). Une convergence d'intérêts a poussé ces acteurs, historiquement antagoniques, à faire cause commune. Pour les uns, il s'agissait de réduire la pollution due aux camions mal entretenus par des chauffeurs ayant le statut de travailleur indépendant et devant supporter tous les coûts ; pour les autres, il s'agissait de changer le statut des chauffeurs routiers, de travailleur indépendant à « *employee* », ce qui leur aurait permis de se syndiquer (Cummins, 2014). L'IBEW fait quant à lui partie, aux côtés des syndicats étasuniens les plus progressistes sur la question climatique, de Trade Union for Energy Democracy (TUED), un réseau mondial créé en 2012 qui regroupe aujourd'hui des syndicats d'une vingtaine de pays et qui vise à promouvoir des solutions équitables et durables à la crise climatique : <https://www.tuedglobal.org/>.

## États-Unis

Des syndicats focalisés sur la défense de l'emploi et divisés face à la transition énergétique

la construction où la transition énergétique offre *a priori* plus d'opportunités d'emplois que dans les mines, la division des syndicats sur cette question varie selon les lieux, et se retrouve au sein même de la fédération internationale et des structures syndicales de base au niveau local (Vachon, 2021). Dans les États où les projets d'industries fossiles (*pipelines*) sont pourvoyeurs d'emplois, ces syndicats sont davantage résistants au changement que dans ceux où le développement des énergies renouvelables est prometteur d'emplois (Cha *et al.*, 2021).

À l'opposé, des syndicats comme celui des travailleurs de la sidérurgie (USW) ou des communications et des médias (CWA) ont adopté dès les années 1990 des positions pro-environnementales. De même, les fédérations syndicales des services, de grande taille (SEIU) comme de plus petite taille (NNU), et celles du secteur public (AFSCME, AFT, NEA), dont les membres sont moins directement exposés à la transition énergétique, sont en général favorables aux politiques en faveur du climat.

### Encadré 2 - Les résolutions du congrès de l'AFL-CIO sur le changement climatique

Le congrès de 2013 ne comprend pas de résolution sur le changement climatique alors que la centrale vient de créer un « comité énergie », destiné à développer une expertise sur la question. Ce qui ne signifie pas que l'AFL-CIO se désintéresse de cette question. En fin d'année 2006, la centrale crée une *task force* sur l'énergie. En 2007, son rapport sur les emplois et l'énergie au XXI<sup>e</sup> siècle reconnaît que le recours aux énergies fossiles contribue indubitablement au réchauffement climatique. En 2008, le comité exécutif de la centrale fait une déclaration sur le nécessaire verdissement de l'économie.

Le congrès d'octobre 2017 contient pour la première fois une résolution sur le changement climatique, l'énergie et les emplois syndiqués, qui reconnaît le réchauffement climatique. La centrale annonce qu'elle agira auprès du Congrès pour sécuriser les emplois affectés par les changements sur le marché de l'énergie, qu'elle soutiendra les politiques environnementales à condition que ces dernières ne menacent pas les emplois syndiqués. Cependant, la résolution qui inclut un soutien aux technologies de capture du CO<sub>2</sub> et de sa séquestration, une solution qui a la faveur des industries fossiles et celle de son « comité énergie », ne mentionne pas le gaz naturel qui aurait soulevé l'opposition d'un certain nombre de ses membres et qui constitue la première source de production d'électricité aux États-Unis (39 %).

Le congrès de juin 2022 reprend la résolution de 2017 sur le changement climatique, l'énergie et les emplois syndiqués. La centrale rappelle à cette occasion que les industries fossiles ont recours à des emplois hautement qualifiés, contrairement au secteur des énergies renouvelables en développement, soulignant le risque d'une dégradation de la qualité des emplois. Elle s'engage donc à peser pour que ces nouveaux emplois se développent sous contrat avec un syndicat représentatif tout en préservant les emplois existants. Elle réclame pour ce faire une politique industrielle adaptée.

Cette diversité de positionnements, qui croise et transcende les secteurs et les métiers, a conduit la principale centrale syndicale américaine, l'AFL-CIO, à rester, au mieux silencieuse, au pire à déclarer son soutien aux énergies fossiles. C'est ainsi la seule grande centrale syndicale à s'être opposée à l'accord de Kyoto en 1997 (qui appelait à une réduction des émissions de GES de 5,2 % par rapport aux niveaux de 1992 à l'horizon 2012). Il faut attendre son congrès de 2017 pour y trouver pour la première fois une résolution (qui ne représente qu'une prise de position formelle) concernant le changement climatique. Mais elle exprime aussi, par sa prudence, la persistance de tensions au sein de ses affiliés (encadré 2).

### **Le dilemme « emploi vs. environnement » au centre du débat syndical**

La transition vers une économie décarbonée est devenue un point de tension au sein du mouvement syndical, focalisé sur le dilemme emploi vs. protection de l'environnement. Cette focalisation du

débat syndical sur l'emploi, dont le degré d'intensité varie toutefois selon les cycles économiques à l'instar des alliances avec les mouvements écologistes (Velut, 2011), peut s'expliquer pour deux raisons principales : d'une part, perdre un emploi aux États-Unis signifie non seulement la perte de son revenu d'activité mais aussi celle d'une partie importante de sa protection sociale (et notamment de la couverture maladie, mais aussi de la retraite complémentaire, des congés maladie payés, etc.) ; d'autre part, un travailleur syndiqué perçoit un salaire supérieur de 18 % à celui d'un travailleur non syndiqué de même qu'il a accès à plus d'avantages sociaux (tableau 1), ce qui accentue encore plus la différence de rémunération portée dans ce cas à 28 % selon l'EPI (Mishel, Walters, 2003). En conséquence, les conflits qui peuvent naître des menaces de fermetures de mines, de centrales thermiques ou d'usines automobiles dans le cadre de la transition énergétique ne se résument pas au problème de la perte d'emploi mais concernent des aspects bien plus larges susceptibles de remettre en cause le niveau de vie des travailleuses et travailleurs concernés.

Tableau 1 - Le « plus syndical » aux États-Unis en 2022

	Travailleur syndiqué	Travailleur non syndiqué
Gain hebdomadaire médian (en dollars)	1216	1029
% de travailleurs du secteur privé ayant accès à :		
▪ une assurance maladie	96	69
▪ une pension complémentaire à prestations définies	69	11
▪ des congés maladie payés	87	76

Source : d'après les données du US Bureau of Labor Statistics, Table 2, Median Weekly Earnings of Full Time Wage and Salary Workers by Union Affiliation and Selected Characteristics et National Compensation Survey de mars 2022.

La question de l'insécurité des emplois (en quantité comme en qualité) créée par la transition énergétique pour les travailleurs les plus exposés occupe ainsi le devant de la scène syndicale dans les secteurs de l'énergie ou de l'automobile. Certaines organisations syndicales sont notamment promptes à défendre les projets liés aux énergies fossiles ou au nucléaire au prétexte qu'ils sont créateurs d'emplois syndiqués, quel qu'en soit le prix à payer en termes environnementaux. En revanche, il n'en va pas de même pour les projets développés dans le secteur des énergies renouvelables ou des véhicules électriques, pas ou peu syndiqués par rapport aux secteurs traditionnels d'origine qui peuvent être encore considérés comme des bastions syndicaux<sup>17</sup>. Il est vrai que la plupart des nouveaux projets de développement des énergies renouvelables, subventionnés par l'IRA, se concentrent dans les États du Sud, historiquement peu syndiqués et où les salaires sont relativement bas. Il existe cependant des exceptions au niveau local, mais qui exigent un travail en amont de sensibilisation des organisations syndicales les plus concernées (notamment les Building Trades) et de rapprochement avec les mouvements écologistes<sup>18</sup>.

L'UMWA, le syndicat des mineurs, est sans doute le plus farouche opposant aux politiques de changement climatique dans le paysage syndical étasunien. Mildenberger (2020) rappelle qu'en juillet 2014, les membres de ce syndicat, rejoints par

d'autres, notamment les syndicats des métiers de la construction, ont occupé un immeuble fédéral à Pittsburg, pour protester contre le plan d'action pour le climat engagé alors par le Président Obama, qui préparait un durcissement des normes d'émission pour les centrales thermiques (voir *supra*). L'UMWA a réitéré dans une déclaration du 15 mai 2023 son opposition aux récentes propositions de durcissement de ces normes par l'EPA, à cause des pertes d'emplois qu'une telle réglementation impliquerait pour les régions minières<sup>19</sup>. En revanche, il a applaudi à l'adoption de l'IRA par le Congrès (voir *supra*), qui prévoit la création d'un fonds pour les travailleurs victimes de la silicose et surtout, des incitations fiscales pour les technologies de capture et de séquestration du CO<sub>2</sub>, une solution pour préserver l'existence des centrales à charbon dont le syndicat des mineurs est un ardent défenseur. L'UMWA a en outre refusé d'apporter son soutien au Président Joe Biden qui s'est déclaré candidat pour un second mandat présidentiel en vue des élections de 2024.

Plus récemment, les syndicats de métier liés au secteur du bâtiment et de la construction regroupés dans NABTU (voir annexe), qui sont soucieux avant tout de défendre les intérêts immédiats de leurs membres, soit plus de 3 millions de travailleurs qualifiés en Amérique du Nord, ont en revanche soutenu le projet d'extraction de pétrole sur des terres fédérales au nord de l'Alaska, pour lequel

17. En 2022, le secteur automobile comptait 16,7 % de travailleurs syndiqués selon <http://unionstats.com/>, le secteur des mines 19 % selon US Energy Information Administration, contre 6 % seulement en moyenne dans le secteur privé selon le Department of Labor.

18. C'est le cas notamment dans l'État de New York, où les syndicats et l'administration de l'État bénéficient des travaux de recherche, des enseignements et de la formation sur le changement climatique et les énergies propres du Climate Jobs Institute de l'université de Cornell. Cet institut a pu ainsi réaliser récemment un programme pour le développement d'éoliennes *offshore* dans l'État de New York avec des emplois syndiqués, et cherche à développer ce type d'initiatives dans d'autres États de la côte est comme le Maine et le Rhode Island : <https://www.ilr.cornell.edu/climate-jobs-institute>.

19. <https://bit.ly/3RYttMo>.

le Président Joe Biden a donné son accord en mars 2023 (voir *supra*, note 9, p. 166) et qui prévoit la création de 2 500 emplois<sup>20</sup>. Ils ont également applaudi avec l'organisation patronale (National Association of Manufacturers) à la décision de Donald Trump d'accorder un permis d'extension de l'oléoduc Keystone XL. Ce projet d'oléoduc reliant le Canada (province d'Alberta) aux États-Unis (Texas) en traversant 5 États américains, attendu depuis le début des années 2010 et prometteur de la création de milliers d'emplois syndiqués, a été rejeté une première fois en 2015 par le Président Barack Obama. Son rejet, confirmé par Joe Biden, a été désapprouvé par l'AFL-CIO, donnant ainsi raison à LIUNA, le syndicat des travailleurs du bâtiment, qui déclarait à cette occasion que cette décision allait conduire à l'élimination d'environ 1 000 emplois existants et de 10 000 emplois dans la construction. Ce syndicat avait en outre signé un PLA avec l'employeur TransCanada en 2010, aux côtés de quatre autres syndicats de la construction (Plumbers/Pipefitters, Operating Engineers, Teamsters, Carpenters, voir annexe). Cette déclaration a pu surprendre nombre d'observateurs, alors que LIUNA avait rejoint en 2008 la BlueGreen Alliance (dont il s'est retiré en 2012 à cause de l'opposition de cette organisation au projet d'extension KXL) et s'était joint à l'appel du SEIU en faveur d'un durcissement des normes d'émission de GES, un syndicat qui lui, en revanche, s'est toujours opposé à cette extension.

Ces mêmes syndicats de la construction, aux côtés de ceux de l'énergie, ont soutenu, au nom de la perspective d'emplois

syndiqués bien rémunérés, l'expansion de l'extraction du gaz naturel par fracturation hydraulique, en multipliant ce type d'accords de partenariat (PLA) avec les organisations professionnelles de l'énergie, en même temps qu'ils se battent pour obtenir des employeurs du secteur des mesures de sécurité renforcée sur les lieux de travail. En 2009, ils sont même allés jusqu'à nouer un partenariat avec les employeurs de l'industrie fossile pour privilégier le développement de sources d'énergie en Amérique du Nord, à travers l'instauration d'une commission mixte, l'Oil and Gas Labor-Management Committee (Sweeney, 2016). De même qu'ils avaient été aux avant-postes du *lobby* pro-nucléaire durant la crise de l'énergie des années 1970, en défense de leurs membres qui construisent les centrales nucléaires.

La centralité des enjeux d'emploi pour les syndicats face à la transition énergétique explique pareillement que le syndicat de l'automobile, UAW – pourtant parmi les premiers syndicats dans les années 1960 et 1970 à s'être emparé de la question du changement climatique<sup>21</sup> –, ait été conduit à durcir récemment sa position sur cette question. Le syndicat est inquiet de la menace que ferait peser sur l'emploi syndiqué le passage du moteur thermique au moteur électrique dans l'industrie automobile (voir *infra*). Alors qu'il a apporté son soutien à Joe Biden lors de sa campagne présidentielle en 2020, son nouveau président, Shawn Fain, reprenant à son compte le concept de « transition juste », a précisé, dans un mémo du 2 mai 2023, qu'il réservait son soutien au Président Joe Biden pour un second mandat, compte

20. L. Friedman, « Biden Administration approves huge Alaska oil project », *The New York Times*, March 12, 2023.

21. L'UAW par exemple a contribué financièrement et à l'organisation du premier Earth Day en 1970 et a sponsorisé la première conférence sur la justice écologique en 1976. Dans les années 1980, il a collaboré avec le mouvement anti-nucléaire (Velut, 2011 ; Stevis, 2019).

tenu des trop faibles engagements de son gouvernement en matière de protection des travailleurs dans la transition aux véhicules électriques.

## Des cas ou des expériences en débat au sein du monde syndical

Plusieurs propositions législatives et réglementaires récentes montrent une accélération des initiatives en matière de politique climatique et de transition énergétique aux États-Unis, au niveau fédéral comme au niveau des États et collectivités locales, qui ont donné lieu à des réactions syndicales donnant à voir une hétérogénéité de points de vue et de stratégies d'alliances. Elles rendent compte de la plus ou moins grande complexité de la question pour les organisations syndicales, selon qu'elles sont impliquées de près ou de loin par ces politiques. Pour illustrer cette complexité, on abordera les cas de l'introduction de la résolution d'un Green New Deal à la Chambre des représentants du Congrès en février 2019 et des décisions récentes de l'exécutif de durcir les normes de consommation de carburant donc d'émission de GES pour les véhicules automobiles.

### Le Green New Deal

Le Green New Deal (GND) est un programme de lutte contre le changement climatique, de réduction (et à terme d'élimination) des émissions de GES et de relance de l'économie à l'horizon 2030. Introduit au 116<sup>e</sup> Congrès en février 2019 par la jeune élue démocrate de New York à la Chambre des représentants, Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), et par le sénateur du

Masachusetts, Edward Markey, ce projet d'investissement massif dans les infrastructures et les énergies renouvelables a aussi pour but de réduire les inégalités sociales, de protéger les populations les plus vulnérables et de garantir des emplois de haute qualité et bien rémunérés (Galvin, Healy, 2020). Il fait explicitement référence au New Deal initié par le Président Roosevelt dans les années 1930, combinant des ambitions de transformation radicale en référence au programme de grandes réformes et de reconstruction mis en œuvre par l'administration Roosevelt (Lehndorff, 2020) avec les possibilités offertes par les technologies d'aujourd'hui, dans le domaine des énergies renouvelables. Il a été depuis réintroduit à deux reprises au Congrès, en avril 2021 puis en avril 2023, par les mêmes élus.

Si cette résolution de 19 pages<sup>22</sup> n'a pas le statut d'une proposition de loi et n'a aucune chance d'être présentée à la Chambre des représentants au cours de la présente législature (118<sup>e</sup> Congrès), elle a néanmoins le mérite d'avoir ouvert un débat public sur la transition écologique, d'en avoir posé les enjeux (Chomsky, 2019) et d'avoir inspiré des initiatives semblables au niveau des États et des municipalités, y compris hors des États-Unis (Boyle *et al.*, 2021). Elle se fixe comme ambition de produire 100 % de l'énergie électrique aux États-Unis à partir de sources d'énergie renouvelable, principalement le solaire et l'éolien. Pour y parvenir, elle prévoit d'importants investissements publics et des programmes de formation pour les travailleurs particulièrement affectés par la transition énergétique. Enfin, elle propose que l'ensemble des parties prenantes participe à l'élaboration de ce GND

22. H.R. 109, « Recognizing the Duty of the Federal Department to Create a Green New Deal », <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-resolution/109/text>.

et soit consulté (communautés vulnérables, syndicats, société civile, universitaires, entreprises), que la priorité soit donnée à la création d'emplois syndiqués, que le droit de se syndiquer et de négocier collectivement sans entrave soit garanti, que la sécurité au travail soit renforcée, etc.

En dépit de cette défense des droits syndicaux, le GND a été critiqué par l'AFL-CIO par le biais de son « comité énergie<sup>23</sup> », dont la présidence et la vice-présidence sont tenues par deux puissants syndicats de métier (UMWA et IBEW). Richard Trumka, le président de la centrale à l'époque, a de son côté déclaré que les syndicats n'avaient pas été impliqués et que la défense des intérêts des travailleurs n'était pas au centre, voire même présente dans ce texte. La plupart des syndicats sont restés silencieux, certains ont évoqué leur scepticisme, d'autres leur opposition (UMWA), à l'exception notable des fédérations des services (SEIU, Association of Flight Attendants) et de celles du secteur public, de sections locales de l'AFL-CIO en Californie et de certaines sections locales du SEIU<sup>24</sup> ou encore de fédérations régionales comme celle de l'État du Maine. Cette opposition est fondée, pour les syndicats les plus exposés, sur des craintes quant à la quantité et au niveau de qualification requis des emplois dans le secteur des énergies renouvelables, en comparaison avec ceux

des secteurs traditionnels dans les énergies fossiles<sup>25</sup>.

La façon qu'ont l'AFL-CIO et certains syndicats de considérer cette résolution comme une menace plutôt qu'une opportunité n'est pas sans rappeler ce qui s'était passé lors du New Deal dans les années 1930, et notamment l'hostilité de l'AFL à l'intrusion de l'État dans les relations professionnelles lors de l'adoption du NLRA, qui apportait de nouveaux droits aux syndicats, ainsi que son attitude équivoque vis-à-vis du Fair Labor Standards Act, qui réglementait la durée du travail et établissait un salaire minimum au niveau fédéral (Samuel, 2000).

Cette réaction syndicale n'a pas empêché certains gouverneurs de promouvoir leur propre version de cette proposition de loi avec l'appui des syndicats localement. L'AFL-CIO du Maine est notamment la première organisation syndicale à avoir soutenu un GND, dans un État où les trois quarts de l'électricité proviennent des énergies renouvelables. L'une des raisons de ce soutien réside dans le fait que les syndicats ont été associés dès le départ à la proposition de loi. D'autres États ont reçu le soutien des syndicats pour leurs propositions d'énergies renouvelables comme l'État de Washington, l'État de New York (rapport de l'université de Cornell) ou encore la Californie.

23. Voir la lettre du 8 mars 2019 adressée par ce comité aux deux élus démocrates, après l'introduction de la résolution au Congrès : <https://bit.ly/3tARY1N>.

24. 32BJ SEIU est une section locale du SEIU qui représente 163 000 employés des aéroports de la côte est ; 1199 SEIU est quant à elle la plus importante section locale du SEIU, regroupant 450 000 travailleurs du secteur de la santé de la côte est.

25. La construction d'une centrale à charbon pour produire de l'électricité nécessite beaucoup plus d'emplois, qui plus est de travailleurs qualifiés dans différents métiers (électriciens, tuyauteurs, chaudronniers, mécaniciens, etc.) que la construction d'éoliennes ou de panneaux solaires. En outre, la rémunération annuelle d'un travailleur spécialisé dans les énergies fossiles peut atteindre, voire dépasser 100 000 dollars, soit 94 807 euros (salaire et avantages sociaux compris) si les travailleurs en question sont syndiqués, ce qui est loin d'être le cas dans les énergies renouvelables, qui reste un secteur globalement peu syndiqué et qui n'exige pas de qualifications élevées : voir N. Scheiber, « Building solar farms may not build the middle class », *The New York Times*, July 16, 2021.

### Les réactions de l'UAW face au durcissement récent des normes de consommation des véhicules automobiles et à la transition vers l'électrique

L'industrie automobile étasunienne s'est longtemps opposée aux réglementations contraignantes en matière d'environnement, introduites dans la seconde moitié des années 1970 en réponse au choc pétrolier, sous prétexte d'une menace pour l'emploi du secteur. Cet argument a été partagé par l'UAW, au moins jusqu'au sauvetage du secteur par l'État en 2009 quand le Président Barack Obama parvient à imposer le doublement des normes de consommation de carburant pour réduire les émissions de GES<sup>26</sup> des flottes de véhicules à la faveur de l'aide accordée par le Trésor pour le sauvetage de General Motors (GM) et de Chrysler (Sauviat, 2016, 2020). À partir de là, l'UAW change de ton, arguant que cette nouvelle réglementation sera créatrice d'emplois et c'est aussi le moment où il rejoint la BGA<sup>27</sup>. Le 30 décembre 2021, l'EPA édicte de nouvelles normes de consommation, destinées à être durcies à partir de 2023 pour aboutir progressivement à 55 miles par gallon (MPG) en 2026, soit 88 km par litre d'essence et réitère cette action en 2023, sachant que le secteur automobile contribue à lui seul à 57,1 % des émissions de GES du secteur du transport, qui en est lui-même la première source.

Le Président Joe Biden a en même temps fait de l'électrification des véhicules un élément majeur de son plan en faveur du climat. Il a fixé en 2021 un objectif de ventes de véhicules électriques de 50 % d'ici 2030 et l'EPA a proposé une nouvelle réglementation en février 2023, qui, si elle est adoptée en l'état, pourrait aboutir à ce que 67 % des nouveaux véhicules automobiles vendus aux États-Unis soient électriques (contre 7 % actuellement). L'UAW n'a pas réagi officiellement à cette proposition mais a exprimé son inquiétude, laquelle est partagée par les principaux constructeurs automobiles présents aux États-Unis. Le syndicat estime dans un « *white paper* » (*Making EV work for American workers*) publié en 2021<sup>28</sup> que le passage de l'industrie automobile à l'électrique pourrait menacer 35 000 emplois syndiqués et alerte sur le risque encouru pour les travailleurs concernés. Il plaide pour une politique industrielle qui soutiendrait les emplois syndiqués, qui formerait et reconverterait les travailleurs « déplacés », et qui réinvestirait dans les établissements concernés. L'UAW souhaite en effet profiter de ce tournant de l'industrie automobile pour créer des emplois de qualité et exerce un *lobbying* en faveur d'une politique industrielle fondée sur la formation des travailleurs impactés par les changements et sur l'érection de protections commerciales. Il demande notamment que les subventions prévues pour l'achat de véhicules électriques par l'IRA ne s'appliquent qu'à ceux assemblés aux États-Unis.

26. Les normes d'émission connues sous le nom de Corporate Average Fuel Economy (CAFE) sont restées à 27,5 miles par gallon (MPG) de 1990 à 2009, soit 11,7 km par litre d'essence. En 2009, le Président Barack Obama est parvenu à les faire passer à 35,5 MPG à l'horizon 2016, soit 15 km par litre puis en 2012 à 54,5 MPG à l'horizon 2025, soit 87 km par litre.

27. J. Brown, « Climate change is drowning out "jobs vs. environment" debate », *Labor Notes*, February 14, 2013, <https://bit.ly/3tuzQwF>.

28. <https://bit.ly/3QjL28A>.

Actuellement, 75 % des composants du bloc moteur pour les véhicules à essence sont produits aux États-Unis mais seulement 45 % dans le cas des véhicules électriques. L'assemblage de véhicules électriques est moins complexe (moins de pièces détachées) et exigerait selon certaines études 30 à 40 % de moins de travailleurs que les véhicules à moteur thermique, bien que cette estimation soit contestée par d'autres travaux<sup>29</sup>. Les menaces sur l'emploi que ferait peser une telle transition ne peuvent être surmontées que par une augmentation significative de la production dans les chaînes d'approvisionnement des véhicules électriques. Or les constructeurs de véhicules électriques, Tesla et Rivian, ne connaissent aucune implantation syndicale (malgré plusieurs tentatives à l'usine de Fremont de Tesla en Californie) et c'est aussi le cas de la plupart des usines de batteries électriques. De même, les nouveaux investissements subventionnés actuellement par le gouvernement fédéral privilégient la Géorgie, le Tennessee et le Kentucky comme terres d'accueil de telles usines où les niveaux de salaire sont moindres<sup>30</sup>. En décembre 2022, l'UAW, qui a vu sa direction renouvelée à la suite d'une affaire de corruption de ses principaux dirigeants rendue publique en 2017 (Sauviat, 2020) et d'une élection directe (et non par des délégués) en 2022, s'est félicité d'avoir remporté une campagne de syndicalisation dans une usine de composants pour véhicules électriques (Ultium Cells), filiale commune

de GM et de l'entreprise sud-coréenne LG Energy Solutions, une première dans ce secteur. Cette usine, située dans l'Ohio et qui a vu le jour en 2020, emploie actuellement 1 400 salariés, soit à peu près l'équivalent du site d'assemblage fermé par GM en 2019 sur les mêmes lieux mais qui, à son pic au début des années 1990, employait plus de 10 000 travailleurs. Or il était probable que la convention collective résultant de cette implantation syndicale ne permette pas d'aligner les salaires des travailleurs d'Ultium Cells (rémunérés 20 dollars de l'heure à l'embauche, soit 18,95 euros, suite à un accord temporaire avec la direction) sur ceux des travailleurs syndiqués de GM (32 dollars de l'heure, soit 30,32 euros) car les filiales communes, qui sont des entités juridiques autonomes, ne sont pas couvertes par les conventions collectives cadres des Big Three<sup>31</sup>.

L'un des objectifs du syndicat dans la négociation pour le renouvellement des conventions collectives des trois grands constructeurs – GM, Ford et Stellantis (ex-Chrysler) – a été précisément de s'assurer que la transition vers les véhicules électriques n'autorise pas les employeurs à dégrader les standards salariaux en vigueur dans l'industrie automobile, alors même que nombre de ces nouveaux investissements reçoivent des subventions et des prêts du gouvernement fédéral dans le cadre de l'IRA<sup>32</sup>. L'UAW a critiqué le fait que le gouvernement fédéral

29. Cotterman *et alii* (2022) montrent contrairement à plusieurs études en provenance de l'industrie elle-même que l'intensité en travail (*i.e.* le nombre d'heures de travail par véhicule) requise pour la fabrication des deux types de moteur (à combustion vs. électrique) est plus forte pour les véhicules électriques, au moins à court et moyen terme.

30. Ford et l'entreprise sud-coréenne SK On devraient recevoir 9,2 milliards de dollars, soit 8,7 milliards d'euros, de prêts du ministère de l'Énergie pour la construction de trois usines de batteries électriques dans le Tennessee et le Kentucky, des États où le taux de syndicalisation et les salaires sont nettement inférieurs à la moyenne nationale.

31. N. Eckert, « UAW says costly EV transition won't change union's demands », *The Wall Street Journal*, August 2, 2023.

32. Ultium Cells aurait notamment reçu 2,5 milliards de dollars de prêts du ministère de l'Énergie et bénéficié d'importants crédits d'impôt.

dépense des milliards de dollars dans la transition énergétique sans engagements vis-à-vis des travailleurs de l'automobile, exposés au risque d'une course vers le bas<sup>33</sup>. À cette fin, l'une de ses revendications était que les travailleurs embauchés dans les usines de batteries électriques, particulièrement exposés à des risques professionnels à cause des substances chimiques toxiques qu'ils doivent manipuler, soient couverts par les conventions collectives cadres des Big Three ou qu'à défaut, ils obtiennent à travers leurs propres conventions collectives des niveaux de salaire, avantages sociaux et conditions de sécurité au travail équivalents<sup>34</sup>. L'UAW a reçu l'appui de 28 sénateurs démocrates qui ont signé une lettre adressée aux dirigeants des Big Three leur demandant d'intégrer ces travailleurs dans leurs conventions cadres, de même que le soutien d'une centaine d'organisations écologistes exprimant leur solidarité avec les demandes du syndicat<sup>35</sup>. Après trois semaines de grève, GM acceptait d'inclure ses usines de batteries électriques dans sa convention collective cadre en cours de négociation, suivi trois semaines plus tard par Ford et Stellantis.

## Conclusion

Face à la prise de conscience montante de la question climatique, les initiatives législatives et les décisions de l'exécutif au niveau fédéral de même que celles des États en la matière ont eu tendance à s'accélérer au cours de ces deux dernières décennies, après

une longue période d'inaction. Elles ont donné lieu à des réactions et prises de position syndicales multiples et parfois, à des alliances avec les organisations écologistes. Mais tous les syndicats ne soutiennent pas les « emplois verts » et dans certains États, notamment ceux dépendant fortement des énergies fossiles, ils font alliance avec les employeurs pour bloquer toute législation sur la transition énergétique.

En dépit du conservatisme dont a pu (et continue de) faire preuve l'AFL-CIO en la matière, fortement influencée par les syndicats de la construction (NABTU), de grandes fédérations syndicales, et non des moindres, comme l'UAW ou les Teamsters, ont progressivement reconnu la nécessité d'affronter la question du changement climatique, mais dans le cadre d'une « transition juste », et de passer des alliances avec les mouvements écologistes, même si celles-ci se sont avérées plus ponctuelles que pérennes. Si le clivage entre syndicats de branche et syndicats de métier est globalement opérant pour tenter de comprendre les comportements syndicaux face à la transition énergétique, il rend difficilement compte de la réalité mouvante de ces clivages, notamment localement et des priorités poursuivies par chacun. D'où l'intérêt de s'appuyer sur des cas d'espèce pour identifier les logiques à l'œuvre, qui émergent selon les projets et qui donnent à voir des divisions plus compliquées, par exemple à l'intérieur même des syndicats de la construction ou bien au sein même d'un

33. L'IRA ne soumet pas les subventions proposées pour la production de véhicules électriques à des exigences de standards salariaux contrairement aux projets de développement dans les énergies renouvelables. Toutefois, le ministère de l'Énergie a annoncé fin août 2023 de nouveaux prêts et subventions pour la transition aux véhicules électriques à hauteur de 15,5 milliards de dollars, une aide qui serait conditionnée cette fois au respect par les entreprises bénéficiaires de standards salariaux élevés pour les emplois concernés. L'UAW a salué cette annonce.

34. <https://uaw.org/wp-content/uploads/2023/07/Ultium-White-Paper.pdf>.

35. [https://www.brown.senate.gov/imo/media/doc/uaw\\_negotiations\\_letter.pdf](https://www.brown.senate.gov/imo/media/doc/uaw_negotiations_letter.pdf) et <https://www.labor4sustainability.org/uaw-solidarity-letter/>.

syndicat entre sa direction nationale (ou internationale) et ses relais locaux.

Il reste que les craintes des syndicats à propos des emplois syndiqués remis en cause par les politiques publiques en faveur du climat sont légitimes, d'autant plus qu'ils ne sont pas la plupart du temps associés à leur élaboration. En effet, à terme, la fin programmée des industries fossiles entraînera inévitablement des pertes d'emploi pour ces secteurs, qui sont fortement syndiqués, avec le risque de dévaster certaines régions plus que d'autres, celles dont l'économie est fondée sur l'extraction du charbon, du gaz naturel et du pétrole ou sur l'industrie automobile. Ce dilemme « emploi vs. environnement » continue de créer des tensions à l'intérieur du mouvement syndical et entre les mouvements écologistes et les syndicats, au niveau national. Celles-ci s'illustrent notamment par des conflits autour des projets de construction ou d'extension de gazoducs ou d'oléoducs qui voient les syndicats de la construction s'allier avec les employeurs concernés, au nom de la défense des emplois créés pour leurs membres. D'un autre côté, les organisations écologistes qui promeuvent

le climat et la réduction des GES mettent volontiers en avant les millions d'emplois créés à la clé, sans toujours s'interroger sur leur qualité et sur la prolifération d'emplois à bas salaire engendrée par certains secteurs des énergies renouvelables.

De ce point de vue, la négociation collective en la matière est importante mais d'une part, ses résultats sont limités aux seuls membres syndiqués et d'autre part, elle ne peut suppléer à la mise en œuvre de programmes spécifiques de protection de l'ensemble des travailleurs affectés par les restructurations du secteur de l'énergie, par exemple des dispositifs d'assurance chômage ou de formation/reconversion de la main-d'œuvre ciblés tels qu'il en a existé dans l'histoire américaine<sup>36</sup>. Or rien n'a été prévu par le Congrès ni même par les États, notamment ceux qui ont fondé leur développement sur les énergies fossiles et qui sont particulièrement affectés par la transition énergétique (Kentucky, Ohio, Pennsylvanie et Virginie de l'ouest). Mais c'est peut-être d'abord à ce niveau que seront trouvées à terme les solutions les plus adaptées pour surmonter ce dilemme.

36. Le GI Bill de 1944 destiné à soutenir financièrement les vétérans de la seconde guerre mondiale et faciliter leur retour à la vie civile, le Trade Adjustment Assistance de 1962 conçu pour venir en aide aux travailleurs impactés par la politique commerciale américaine et le Job Training Partnership Act des années 1980 visant à soutenir les travailleurs non qualifiés impactés par les changements technologiques ou les primo-entrants sur le marché du travail, par des programmes de formation notamment.

## Sources :

- Barca S. (2015), « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », *Écologie & Politique*, n° 50, p. 23-40, <https://doi.org/10.3917/ecopo.050.0023>.
- Basseches J.A., Bromley-Trujillo R., Boykoff M.T., Culhane T., Hall G., Healy N., Hess D. J., Hsu D., Krause R. M., Prechel H., Roberts J.T., Stephens J.C. (2022), « Climate policy conflict in the U.S. states: A critical review and way forward », *Climatic Change*, vol. 170, n° 32, <https://doi.org/10.1007/s10584-022-03319-w>.
- Belman D., Bodah M.M. (2010), « Building better – A look at best practices for the design of Project Labor Agreements », *EPI Briefing Paper*, n° 274, August 6, <https://files.epi.org/page/-/pdf/BP274.pdf>.
- Boyle A.D., Leggat G., Morikawa L., Pappas Y., Stephens J.C. (2021), « Green New Deal proposals: Comparing emerging transformational climate policies at multiple scales », *Energy Research & Social Science*, n° 81, p. 102259, <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.102259>.
- Breen J. (2023), « Open for business: The Supreme Court curbs federal regulatory power », *New Labor Forum*, vol. 32, n° 1, p. 46-53, <https://doi.org/10.1177/1095796023117017>.
- Bromley-Trujillo R., Holman M.R. (2020), « Climate change policymaking in the States: A view at 2020 », *Publius: The Journal of Federalism*, vol. 50, n° 3, p. 446-472, <https://doi.org/10.1093/publius/pjaa008>.
- Cha J.M. (2017), « A just transition: Why transitioning workers into a new clean energy economy should be at the center of climate change policies », *Fordham Environmental Law Review*, vol. 29, n° 2, 196-220, <https://ir.lawnet.fordham.edu/elr/vol29/iss2/4>.
- Cha J.M. (2023), « The future of the Labor-Climate Alliance », *Portside*, June 15, <https://portside.org/2023-06-25/future-labor-climate-alliance>.
- Cha J.M., Price V., Stevis D., Vachon T.E. (2021), *Workers and Communities in Transition. Report of the Just Transition Listening Project*, Labor Network for Sustainability, <https://www.labor4sustainability.org/jtlp-2021/jtlp-report/>.
- Chomsky A. (2019), « L'emploi, l'environnement et la planète en crise. Syndicalisme et écologie », *Contretemps*, 30 octobre, <https://www.contretemps.eu/emploi-environnement-syndicalisme-ecologie/>.
- Clifton R., Wall M., Ricketts S., Lee K., Eckdish J., Walter K. (2021), *The Clean Economy Revolution Will Be Unionized – A Road Map From States on Creating Good, Union Jobs To Build the Clean Energy Economy*, Center for American Progress, July 7, <https://bit.ly/3ZRSriw>.

- Cotterman T., Fuchs E., Whietfoot K. (2022), « The transition to electrified vehicles: Evaluating the labor demand of manufacturing conventional versus battery electric vehicle powertrain », June 4, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4128130>.
- CRS (2012), *Project Labor Agreements*, Congressional Research Service, June 18, <https://bit.ly/3rIGTBE>.
- CRS (2021), *U.S. Climate Change Policy*, Congressional Research Service, October 28, <https://crsreports.congress.gov/R46947>.
- Cummings S.L. (2014), « Preemptive strike: Law in the Campaign for Clean Trucks », *UC Irvine Law Review*, vol. 4, n° 3, p. 939-1165, <https://scholarship.law.uci.edu/ucilr/vol4/iss3/3/>.
- Felli R., Stevis D. (2014), « La stratégie syndicale d'une "transition juste" vers une économie durable », *Mouvements*, vol. 80, n° 4, p. 111-118, <https://doi.org/10.3917/mouv.080.0111>.
- Galvin R., Healy N. (2020), « The Green New Deal in the United States: What it is and how to pay for it », *Energy Research & Social Science*, vol. 67, p. 101529, <https://doi.org/10.1016/j.erss.2020.101529>.
- ILO (2022), *Social Dialogue Report 2022: Collective Bargaining for an Inclusive, Sustainable and Resilient Recovery*, International Labour Organisation, Geneva, <https://doi.org/10.54394/VWWK3318>.
- Lehndorff S. (2020), « *New Deal* » Means Being Prepared for Conflict: What We Can Learn from the New Deal of the 1930s, Hamburg, VSA Verlag.
- Mazzocchi T. (1993), « An answer to the jobs-environment conflict? », *EcoSocialist Review*, n° 114, September 8, <https://www.greenleft.org.au/content/answer-jobs-environment-conflict>.
- Mildenberger M. (2020), *Carbon Captured: How Business and Labor Control Climate Politics*, Cambridge, London, MIT Press.
- Mishel L., Walters M. (2003), « How unions help all workers », *EPI Briefing Paper*, n° 143, August, <https://files.epi.org/page/-/old/briefingpapers/143/bp143.pdf>.
- Samuel H.D. (2000), « Troubled passage: The labor movement and the Fair Labor Standards Act », *Monthly Labor Review*, December, p. 32-37, <https://www.bls.gov/opub/mlr/2000/12/art3full.pdf>.
- Sauviat C. (2016), « États-Unis : renouvellement des conventions collectives chez les "Big 3" de l'automobile : l'interruption d'une décennie de concessions salariales », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 153, mars, p. 66-78, <http://bit.ly/38qZnGN>.

- Sauviat C. (2020), « États-Unis : les Big Three de l'automobile renouvellent leurs conventions collectives sous pressions », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 169-170, mars-juin, p. 52-67, <https://bit.ly/3PVVYrr>.
- Stevis D. (2018), « US labour unions and green transitions: Depth, breadth, and worker agency », *Globalizations*, vol. 15, n° 4, p. 454-469, <https://doi.org/10.1080/14747731.2018.1454681>.
- Stevis D. (2019), « Labour unions and green transitions in the USA: Contestations and explanations », *ACW Working Paper*, n° 108, <https://bit.ly/46yJ35R>.
- Sweeney S. (2016), « Contested futures: Labor after Keystone XL », *New Labor Forum*, vol. 25, n° 2, p. 93-97, <https://www.jstor.org/stable/26419990>.
- Sweeney S. (2017), « Standing rock solid with the frackers: Are the trades putting labor's head in the gas oven? », *New Labor Forum*, vol. 26, n° 1, p. 94-99, <https://doi.org/10.1177/1095796016681547>.
- Tooze A. (2023), « The IRA (& the Fed) debate – bringing hegemony back in », *Chartbook 221*, June 17, <https://bit.ly/3QpX7sZ>.
- US GAO (1998), *Project Labor Agreements: The Extent of Their Use and Related Information (GAO/GDD-98-82)*, United States General Accounting Office, May, <https://www.gao.gov/products/ggd-98-82>.
- Vachon T.E. (2021), « The Green New Deal and just transition frames within the American labour movement », in Rätzl N., Stevis D., Uzzell D. (eds.), *The Palgrave Handbook of Environmental Labour Studies*, Cham, Springer International Publishing, p. 105-126, [https://doi.org/10.1007/978-3-030-71909-8\\_5](https://doi.org/10.1007/978-3-030-71909-8_5).
- Velut J.-B. (2011), « A brief history of the relations between the US Labor and environmental movements (1965-2010) », *Revue française d'études américaines*, n° 129, p. 59-72, <https://doi.org/10.3917/rfea.129.0059>.
- Presse : *The New York Times*, *The Wall Street Journal*.

## Annexe

### Les principales organisations syndicales aux États-Unis selon leur représentativité et leur affiliation

Rang	Syndicat	Nombre de membres	Affiliation
1	NEA - National Education Association	2 871 908	IND*
2	SEIU - Service Employees International Union	1 824 709	CTW**
3	AFT - American Federation of Teachers	1 686 316	AFL-CIO
4	IBT - International Brotherhood of Teamsters	1 253 634	CTW** (NABTU)
5	AFSCME - American Federation of State, County and Municipal Employees	1 238 307	AFL-CIO
6	UFCW - United Food and Commercial Workers	1 165 871	AFL-CIO
7	IBEW - International Brotherhood of Electrical Workers	688 937	AFL-CIO (NABTU)
8	CWA - Communication Workers of America	633 412	CTW**
9	LIUNA - Laborers' International Union of North America	596 455	AFL-CIO (NABTU)
10	USW - United Steel Workers	531 370	AFL-CIO
11	IAM - International Association of Machinists	529 819	AFL-CIO
12	CJA - United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America	437 216	IND*
13	IUOE - International Union of Operating Engineers	398 098	AFL-CIO (NABTU)
14	UAW - United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America	383 003	AFL-CIO
15	NFOP - National Fraternal Order of Police	365 409	IND*
16	PPF - Plumbers and Pipe Fitters	359 037	AFL-CIO
17	IAFF - International Association of Fire Fighters	331 151	AFL-CIO
18	AFGE - American Federation of Government Employees	298 102	AFL-CIO
19	NALC - National Association of Letter Carriers	291 046	AFL-CIO
20	UNITE HERE - Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees - Hotel Employees and Restaurant Employees	262 135	AFL-CIO
21	SAG-AFTRA - Screen Actors Guild-American Federation of Television and Radio Artists	256 115	IND*
22	APWU - American Postal Workers Union	222 190	AFL-CIO
23	Actors and Artists	213 487	AFL-CIO

ANNEXE

Rang	Syndicat	Nombre de membres	Affiliation
24	SMART - Sheet metal, Air, Rail and Transportation Workers	193 055	AFL-CIO (NABTU)
25	ATU - Amalgamated Transit Union	190 378	AFL-CIO
26	IATSE - International Association of Stage and Picture Operators	161 792	AFL-CIO
27	TWU - Transport Workers Union	139 993	AFL-CIO
28	NPMHU - National Postal Mail Handlers Union	128 499	LIUNA
29	BSOIW - International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers	124 937	AFL-CIO
30	NRLCA - National Rural Letter Carriers' Association	107 877	IND
31	IUPAT - International Union of Painters and Allied Trades	104 842	AFL-CIO
32	OPEIU - Office and Professional Employees International Union	86 496	AFL-CIO
33	NTEU - National Treasury Employees Union	82 860	IND*
34	IUJAT - International Union of Journeymen and Allied Trades	80 669	IND*
35	BAC - International Union of Bricklayers and Allied Craftworkers	68 119	AFL-CIO (NABTU)
36	ALPA - Air line Pilots Association	66 603	AFL-CIO
37	AFM - American Federation of Musicians	65 393	AFL-CIO
38	BCTGMI - Bakery, Confectionery, Tobacco and Grain Milling Industries	61 475	AFL-CIO
39	PTE - International Federation of Professionals and Technical Engineers	57 880	AFL-CIO
40	BLE - Brotherhood of Locomotive Engineers	55 872	IBT
41	PPPWU - Printing, Packaging & Production Workers Union	54 046	AFL-CIO
42	UMWA - United Mine Workers of America	50 258	AFL-CIO
43	NAGE - National Association of Government Employees	48 980	AFL-CIO
44	BBF - International Brotherhood of Boilermakers	45 655	AFL-CIO (NABTU)
45	OPCMIA - Operative Plasterers and Cement Masons' International Association	44 361	AFL-CIO (NABTU)
46	AAUP - American Association of University Professors	43 451	IND*
47	ILA - International Longshoremen's Association	42 881	AFL-CIO
48	UWUA - Utility Workers Union of America	41 818	AFL-CIO
49	NNU - National Nurses United	40 348	AFL-CIO

Rang	Syndicat	Nombre de membres	Affiliation
50	AFA - Association of Flight Attendants-CWA	39 948	AFL-CIO
51	TCU - Transportation Communication Union	34 913	AFL-CIO
52	ILWU - International Longshore and Warehouse Union	32 260	IND*
53	IUEC - International Union of Elevator Constructors	30 738	AFL-CIO (NABTU)
54	BMWU - Brotherhood of Maintenance of Way Employees-IBT	30 620	IBT
55	WGAW - Writers Guild of America West	26 350	IND*
56	SIUNA - Seafarers International Union of North America	25 643	AFL-CIO
57	MEBA - Marine Engineers' Beneficial Association	24 372	AFL-CIO
58	USWU - United Service Workers Union	24 334	IND*
59	HFIA - International Association of Heat and Frost Insulators and Asbestos	22 838	AFL-CIO (NABTU)
60	RWAW - United Union of Roofers, Waterproofers and Allied Workers	22 231	AFL-CIO (NABTU)

\* Indépendant.

\*\* Change To Win est l'autre centrale syndicale, créée en 2005 par des syndicats ayant décidé de se désaffilier de l'AFL-CIO.

Source : d'après les données 2022 du ministère du Travail américain (US Department of Labor, LM-2 Report).